



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE



2022

caudry.fr



SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Préambule | 3 |
| I. Éléments de contexte macroéconomique | 4 |
| PIB – Dette Publique | 4 |
| Marché du Travail | 5 |
| Inflation | 6 |
| LFI pour 2022 – Réforme des indicateurs financiers | 7 |
| Plan de relance 2021-2022 | 7 |
| Transferts financiers aux collectivités locales | 8 |
| Evolution des potentiels financiers et fiscaux des communes | 8 |
| II. Incidence de La LFI 2022 sur les Finances Communales | 9 |
| II.1. Recettes de fonctionnement | 9 |
| Fiscalité | 9 |
| Autres recettes fiscales (AC-CA2C) | 11 |
| Evolution autres recettes (FPIC – Droits de Mutations – TLPE) | 11 |
| Dotations et Participations – Données Nationales | 12 |
| DGF – DSU – DNP | 14 |
| Autres recettes de fonctionnement | 15 |
| II.2. Dépenses de Fonctionnement | 15 |
| Les charges de Personnel | 15 |
| Les autres dépenses de Gestion | 15 |
| Evolution des Dépenses de Fonctionnement | 16 |
| DETTE COMMUNALE | 17 |
| CAF BRUTE - CAF NETTE | 22 |
| II.3. INVESTISSEMENT | 23 |
| III. Ressources Humaines | 24 |
| Diversité des Ressources Humaines | 24 |
| Evolution des effectifs statutaires | 24 |
| Evolution par catégories | 25 |
| Evolution masse salariale | 28 |
| Organisation du temps de travail | 30 |
| Parité Femmes – Hommes | 30 |

PRÉAMBULE

Le Code Général des Collectivités Territoriales dispose en son article L2312-1 que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu en Conseil Municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice. Celui-ci porte sur les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Le débat a lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

Selon les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport doit comporter les informations suivantes :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles de dépenses et de recettes, en fonctionnement et en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution pour construire le budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarifications, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières avec l'EPCI dont la commune est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels

3° Des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette et les perspectives pour le projet de budget.

Les orientations devront permettre d'appréhender une perspective du niveau d'épargne brute et d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice 2022.

Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le ROB comporte la présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnels et des effectifs.

Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses (rémunération, avantages en nature et temps de travail). La répartition des effectifs et des rémunérations entre les femmes et les hommes y sera présentée.

Le ROB fait l'objet d'une délibération spécifique transmise au contrôle de légalité.

La loi 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques 2018-2022 a ajouté qu'à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale de 3 500 habitants et plus, groupement de collectivités, métropole, département, doit présenter ses objectifs concernant :

1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement.

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé, comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

En terme de publicité, le ROB doit être mis en ligne lorsqu'un site internet existe (Décret 2016-841 du 24/06/2016).

Au-delà de ces considérations légales, le DOB apparaît comme un moment privilégié permettant au Conseil Municipal de faire connaître sa stratégie budgétaire et d'établir les moyens mobilisables nécessaires à la mise en œuvre de ses projets et priorités pour les années à venir.

I. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE MACROÉCONOMIQUES

Les indicateurs économiques présentés ci-après s'inspirent des documents supports aux ROB des collectivités locales édités par la Banque Postale, la Caisse d'Épargne, le Cabinet Finance Active et l'INSEE.

PIB

Après la récession record de 2020, -8 %, la croissance du PIB a atteint 7 % en 2021, un bond qui ne s'était pas produit depuis 52 ans.

Au 31/12, l'économie française avait nettement dépassé son niveau de crise sanitaire selon l'INSEE. Pour 2022, le gouvernement tablait sur une poursuite du rebond autour de 4 % de croissance. Mais les effets de l'invasion de l'Ukraine par la Russie depuis le 24 Février poussent les économistes à reconsidérer les prévisions de croissance du PIB, à la baisse estimée à ce jour entre 0,7 et 1 point.

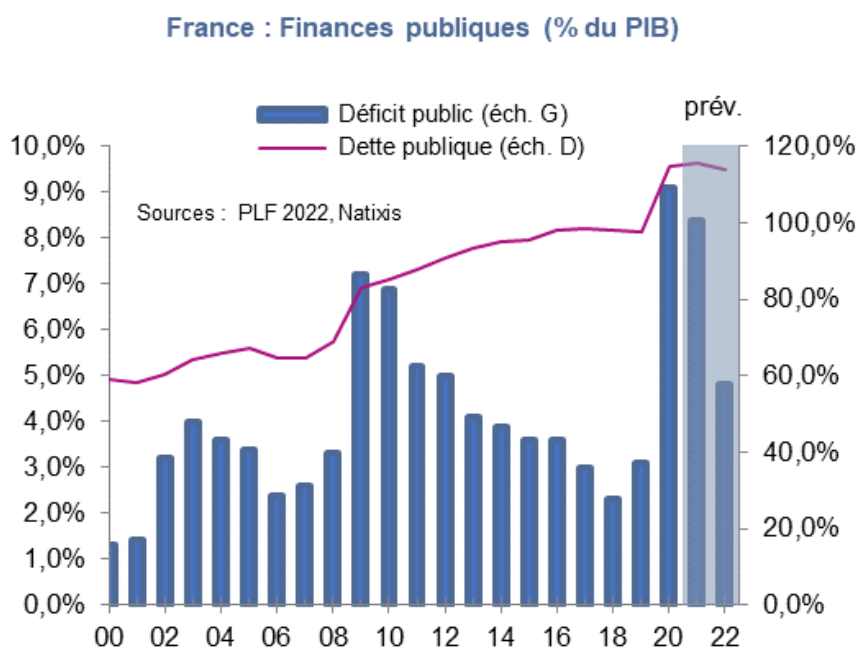
Dette publique

En 2 ans la dette publique a augmenté de 560 milliards d'euros et représente 113,5 % du PIB.

Si cette situation trouve pour partie ses causes dans les réponses apportées par l'État pour faire face aux conséquences économiques de la crise sanitaire, il reste que le déficit budgétaire demeure largement structurel.

Le plan de résilience économique et social annoncé par le Président de la République en réponse aux conséquences de la flambée des prix provoquée par la guerre en Ukraine devrait avoir des répercussions sur les niveaux de déficit et de dette publique de la France.

Le graphique présenté ci-après a été réalisé avant le 24/02/2022.



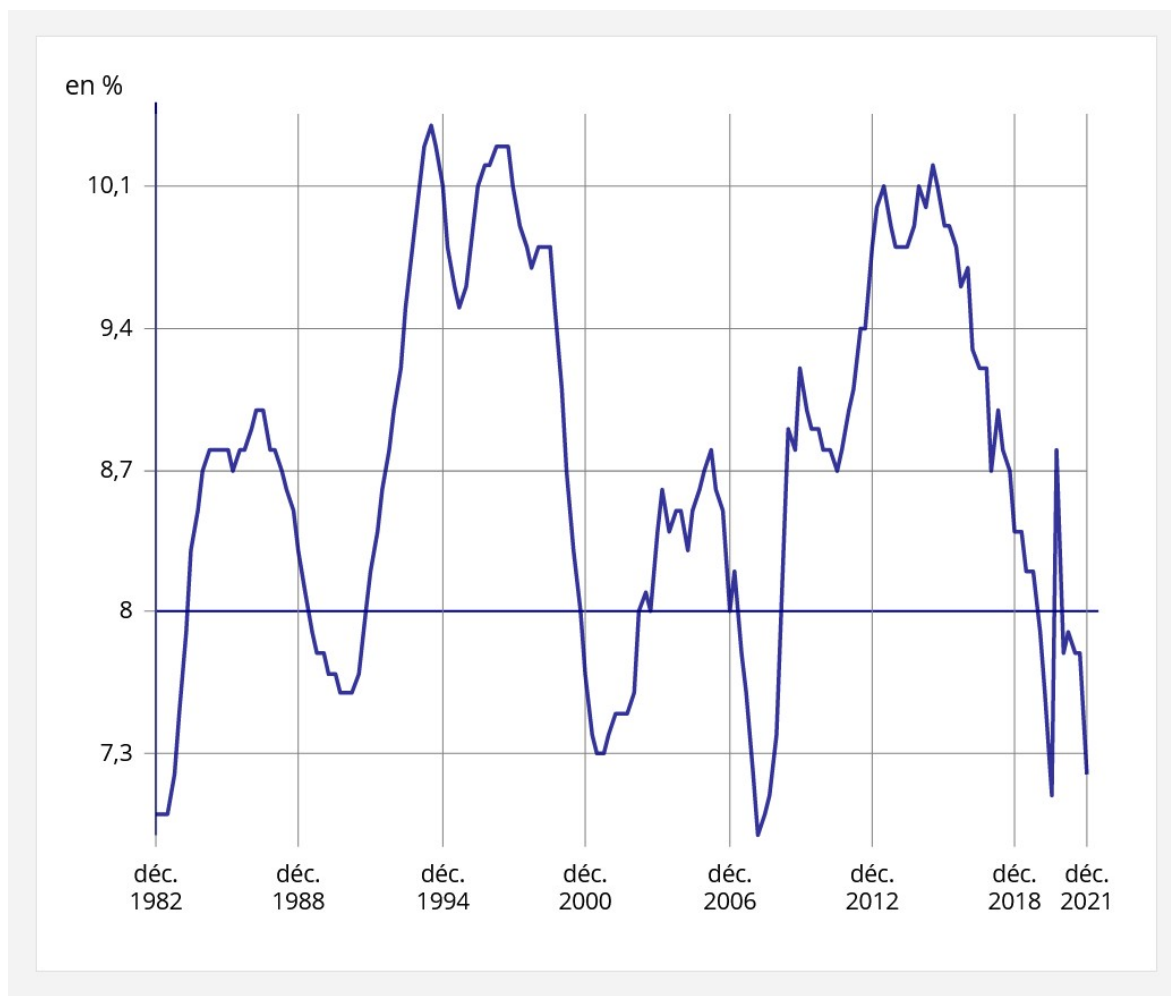
Source DOB Caisse d'épargne 2022

Marché du travail

Un ensemble de mesures d'urgence a été mis en place par l'État depuis 2020 pour limiter la destruction de l'emploi durant la crise sanitaire et anticiper la création nette d'emplois entre 2021 et 2023.

Certains secteurs, souvent les plus touchés par la crise, connaissent de réelles difficultés de recrutement alors que d'autres secteurs sont en plein essor et participent à la transformation du marché du travail post-crise.

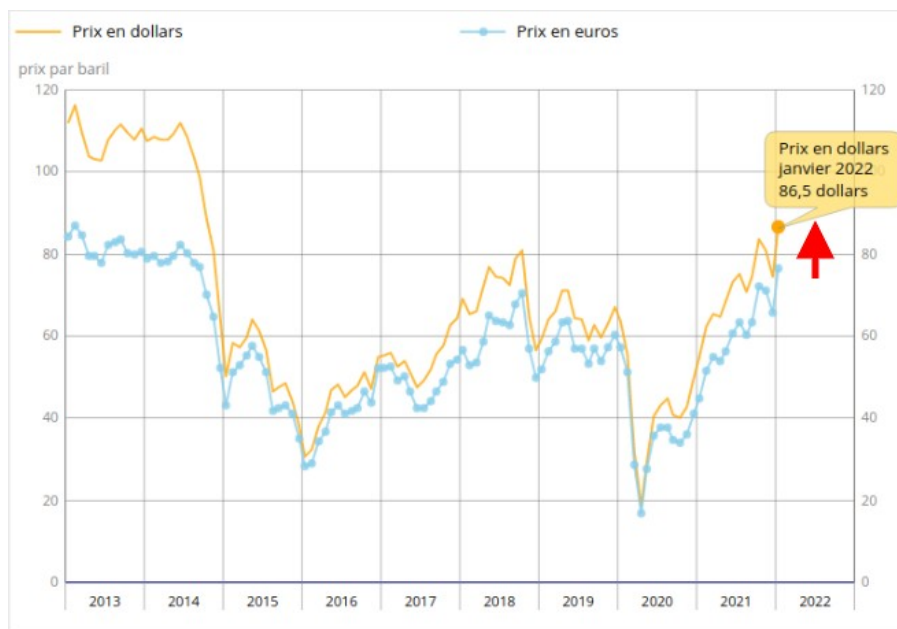
Un taux de chômage autour de 9 % est estimé pour 2022 .



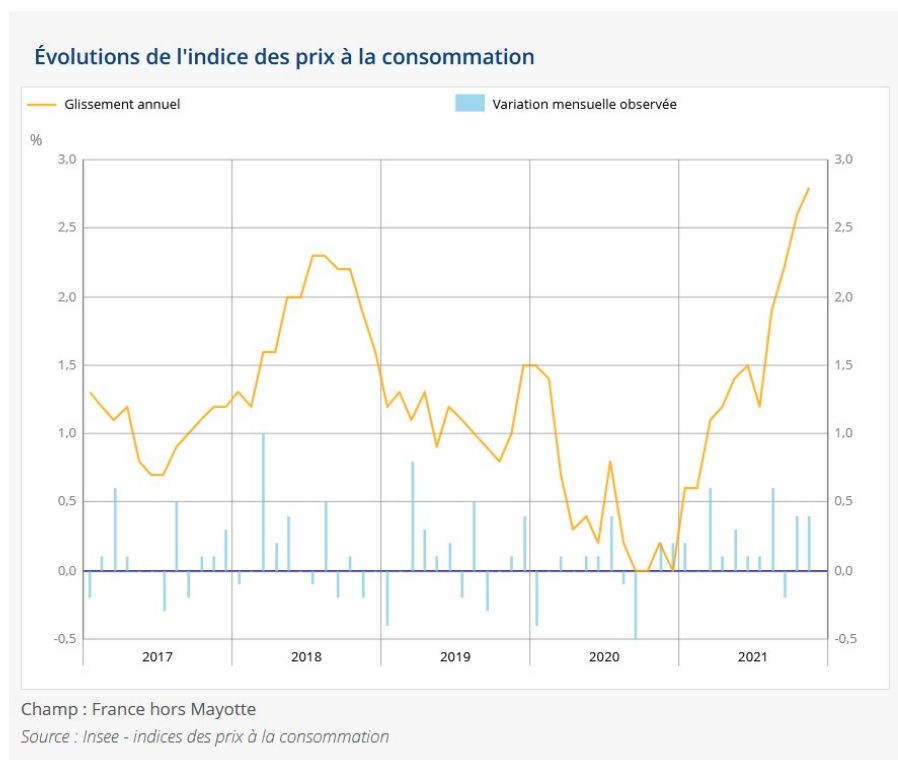
Inflation

Dans son allocution du 2 Mars 2022, le Président de la République annonçait que le renchérissement du prix du pétrole brut, du gaz et des matières premières aura des conséquences sur le pouvoir d'achat.

En février 2022, l'inflation s'était déjà considérablement accélérée pour atteindre 3,6 % sur un an selon l'INSEE. Les effets du conflit en Ukraine devraient affecter cette inflation sur le long terme.



Source prixdubaril.com



Loi de Finances pour 2022

La réforme des indicateurs financiers

La mesure phare de la Loi de Finances pour 2022 se traduit par la réforme des indicateurs financiers.

Le rôle de ces indicateurs est de mesurer la richesse fiscale et financière des collectivités locales qui ont un impact sur le calcul des dotations et des contributions : dotation globale de fonctionnement, dotation nationale de péréquation, contribution au fonds de péréquation intercommunal et communal...

A partir de 2022, la LFI intègre dans le calcul de ces indicateurs, le produit lié à la perception des droits de mutation (qui sera calculé en référence à la moyenne des recettes perçues sur les 3 dernières années) ainsi que celui lié à la majoration de la Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires.

Ainsi, notamment, les collectivités percevant des droits de mutations supérieurs à la moyenne pourraient être considérées comme les perdantes de cette réforme.

La LFI prévoit la mise en place d'une fraction de correction qui visera à neutraliser tout ou partie de la réforme.

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|-------------------------------|-------|------|------|------|------|------|------|
| Coefficient correcteur | 100 % | 90 % | 80 % | 60 % | 40 % | 20 % | 0 % |

Les principaux cabinets spécialisés en finances locales ont dévoilé leurs simulations sur les effets de la réforme des indicateurs ont exprimé le risque d'un profond bouleversement assorti de variations très importantes sur les ressources des collectivités locales dès 2023.

Afin d'y remédier, les membres du Comité de Finances Locales ont décidé de reprendre leurs travaux en vue de corriger tous les effets indésirables qui pourraient pénaliser lourdement beaucoup de commune et d'EPCI.

Le CFL a donc lancé une étude approfondie sur l'effort fiscal des collectivités en vue d'apporter les modifications lors du PLF 2023.

Le plan de relance 2021-2022

Pour faire face aux impacts de la crise sanitaire, un programme de mesures d'urgence a été adopté par l'État. Il vise à accompagner les ménages fragilisés et à soutenir les entreprises par le biais d'aides directes ou de facilités de crédits.

Au delà de ces mesures d'urgence, le gouvernement a lancé un plan de relance pour les années 2021 et 2022 à hauteur de 100 milliards d'euros (4,3 % du PIB), financé pour 40 milliards d'euros par l'Europe.

Ce plan vise 3 axes d'investissement qui seront de nature à soutenir l'économie.

Les 3 axes :

- Écologie
- Compétitivité
- Cohésion

Au travers du Plan de relance l'État entend accorder tout son poids au secteur public local, grand acteur de l'investissement public, à hauteur de 55 %.

Les transferts financiers aux collectivités locales

| A périmètre courant | | en Mds | | 2022 (2021) |
|---|----------------|---|--------------|--|
| Transferts financiers aux collectivités locales | | | | 2022 : 105,5 2021 : 104,2 |
| Fiscalité transférée | 40,1 (37,3) | Financement de la formation professionnelle | | 0,7 (0,9) |
| Transferts financiers hors fiscalité transférée et apprentissage | | | | 2022 : 64,7 2021 : 66 |
| Subventions autres ministères | 4,7 (4,4) | Dégrèvements législatifs | 6,7 (9) | Amendes de police 0,6 (0,6) |
| Concours financiers de l'État aux collectivités locales | | | | 2022 : 52,7 2021 : 52,1 |
| Prélèvements sur recettes dont | 43,2 (43,4) | Mission RCT dont | 4,6 (4,2) | TVA des régions 4,7 (4,3) |
| DGF | 26,798 | DGD | 1,550 | TVA fonds de sauvegarde départements 0,2 (0,2) |
| FCTVA | 6,500 | DETR | 1,046 | |
| DCRTP | 2,880 | DSIL (communes et groupements) | 0,907 | |
| Comp. réduction de 50 % des val. loc. des locaux industriels | 3,642 | DSI Départements | 0,212 | |
| Dotation régionale d'équipement scolaire | 0,661 | Comp. régions frais de gestion TH | 0,293 | |
| Comp. exonérations fiscales | 0,581 | | | |

Source DOB Caisse d'épargne 2022

Evolution des potentiels fiscaux et financiers des communes

Rappel Art. 74 LFI 2021 Reconstitution de la sécurisation d'une partie des recettes de fonctionnement des collectivités locales au titre de 2021

| SOCLE COMMUN pour COMMUNES, GFP, EPT | En + pour COMMUNES | En + pour CT de CORSE |
|---|--|--|
| TH TFPB et TFPNB et taxe additionnelle à la TFPNB CFE CVAE affectée au territoire TaSCom Imposition forfaitaire sur les pylônes IFER éoliennes terrestres IFER sur les installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme IFER sur les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou hydraulique IFER sur les transformateurs électriques IFER sur les stations radioélectriques IFER sur les installations gazières et canalisations de transport de gaz naturel, d'autres hydrocarbures et de produits chimiques Taxe communale sur la consommation finale d'électricité Taxe locale sur la publicité extérieure Taxe sur les remontées mécaniques (yc pour les PETR et les Pays) Produits bruts des jeux (yc pour les PETR et les Pays) Versement mobilité (ex VT) TEOM Taxe sur les passagers | Taxe de balayage Redevance des mines Impôt sur les maisons de jeux Taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou de taxe de publicité foncière (= les DMTD) Contribution sur les eaux minérales Droits de place Taxe annuelle sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale IFER éoliennes hydroliennes IFER sur les installations de production d'électricité d'origine géothermique | TICPE Droits de consommation sur les tabacs Taxe sur le transport aérien et maritime Taxe sur les navires de plaisance |
| Redevances et recettes d'utilisation du domaine* * Produit 2020 pris en compte - 75 % des produits perçus en 2019 | Montant dotation = (avec dotation ne peut pas être < 1 000 euros si éligibilité) somme des produits moyens perçus entre 2017 et 2019 + somme des produits perçus en 2019 - somme des mêmes produits perçus en 2021 (avec versement acompte en 2021 et solde en 2022 et inscription au CA 2021) | |
| Taxe de séjour et taxe de séjour forfaitaire (yc pour les PETR et les Pays) | | En + pour communes OUTRE-MER Octroi de mer Taxe spéciale de consommation sur les produits énergétiques = taxe locale sur les carburants |

Source DOB La Banque Postale

Pour les communes, un lissage des effets sur longue période est mis en place.

II. INCIDENCE DE LA LFI 2022 SUR LES FINANCES COMMUNALES

Une série de mesures avaient été inscrites pour faire face à la pandémie dans les lois de finances rectificatives 2020 et poursuivies au travers de la LFI 2021.

En 2022, ces mesures de la politique du « *quoi qu'il en coûte* » sont allégées.

Les mesures de la LFI 2022 s'inscrivent toutefois dans la continuité des lois de finances précédentes :

- gestion de la fin de la taxe d'habitation, avant, en 2022 la réforme des indicateurs financiers (cf ci-avant)
- stabilité à périmètre constant des concours financiers hors FCTVA
- gel de l'enveloppe globale de DGF au plan national

II. 1. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

La fiscalité

Rappelons que la LFI 2018 a institué un dégrèvement de THRP ⁽¹⁾ pour 80 % des foyers les moins aisés étalé de 2018 à 2020 :

- 2018 – 30 %
- 2019 – 65 %
- 2020 – 100 %

La THRP s'éteindra en 2023 pour les 20 % de foyers qui devront s'acquitter d'un paiement dégressif :

- 2021 – 30 %
- 2022 – 65 %
- 2023 – 100 %

La TH est maintenue sur les résidences secondaires.

Marquant un pas de plus vers la nationalisation des ressources fiscales, la disparition de la THRP est compensée par l'État au moyen des recettes de TFPB départementale intégralement affectées désormais au bloc communal. Un mécanisme de garantie de recettes par le biais d'un coefficient correcteur est reconduit en 2022.

En matière de foncier bâti, notons que la réduction de moitié des valeurs locatives des locaux industriels issue de la LFI 2021 sera de nouveau intégralement compensée par l'État.

⁽¹⁾ Taxe d'habitation sur les résidences principales

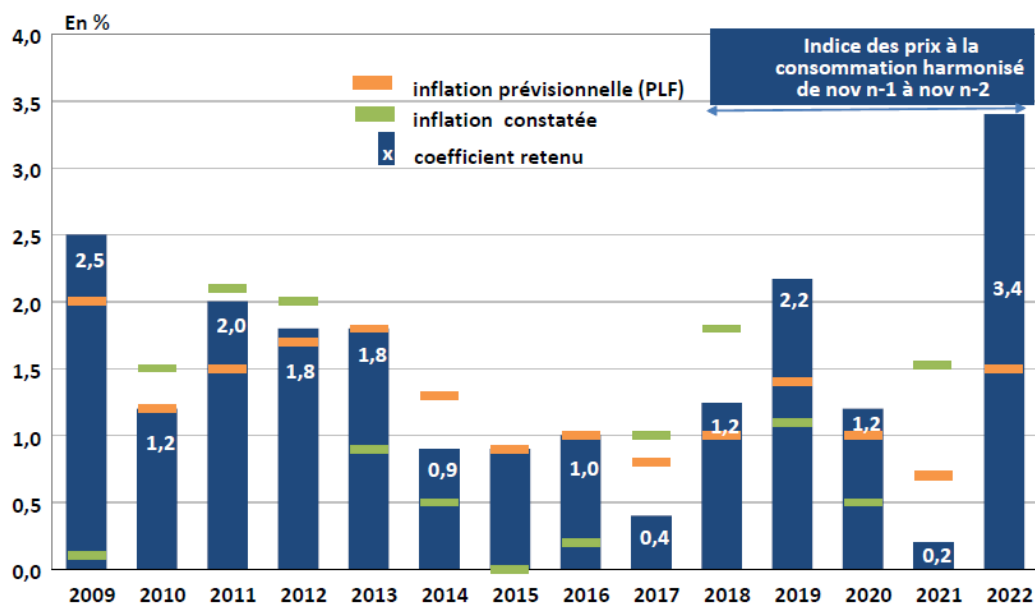
Les allocations compensatrices

Rappelons que les allocations compensatrices de TH ont disparues en 2021, suivant le sort de la TH. Pour le foncier, les allocations compensatrices sont maintenues.

Les taux de revalorisation des bases fiscales

Le coefficient de revalorisation qui s'appliquera désormais à la TFB et à la TFNB s'élèvera pour 2022 à **+3,4 %**, suivant le taux d'inflation constaté à Novembre 2021. Aucune revalorisation prévue pour les bases de la THRS.

Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales



Comparatif - évolution des bases prévisionnelles d'imposition

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|
| Taxe d'habitation | 11 711 000 € | 11 747 000 € | 11 869 000 € | 11 898 000 € | 346 979 € |
| Taxe Foncière (bâti) | 16 025 000 € | 16 369 000 € | 16 925 000 € | 17 617 000 € | 14 578 996 € |
| Taxe Foncière (non bâti) | 133 100 € | 133 900 € | 143 400 € | 137 000 € | 137 578 € |
| Total | 27 869 100 € | 28 243 900 € | 28 937 400 € | 29 652 000 € | 15 063 553 €* |

* hors coefficient correcteur

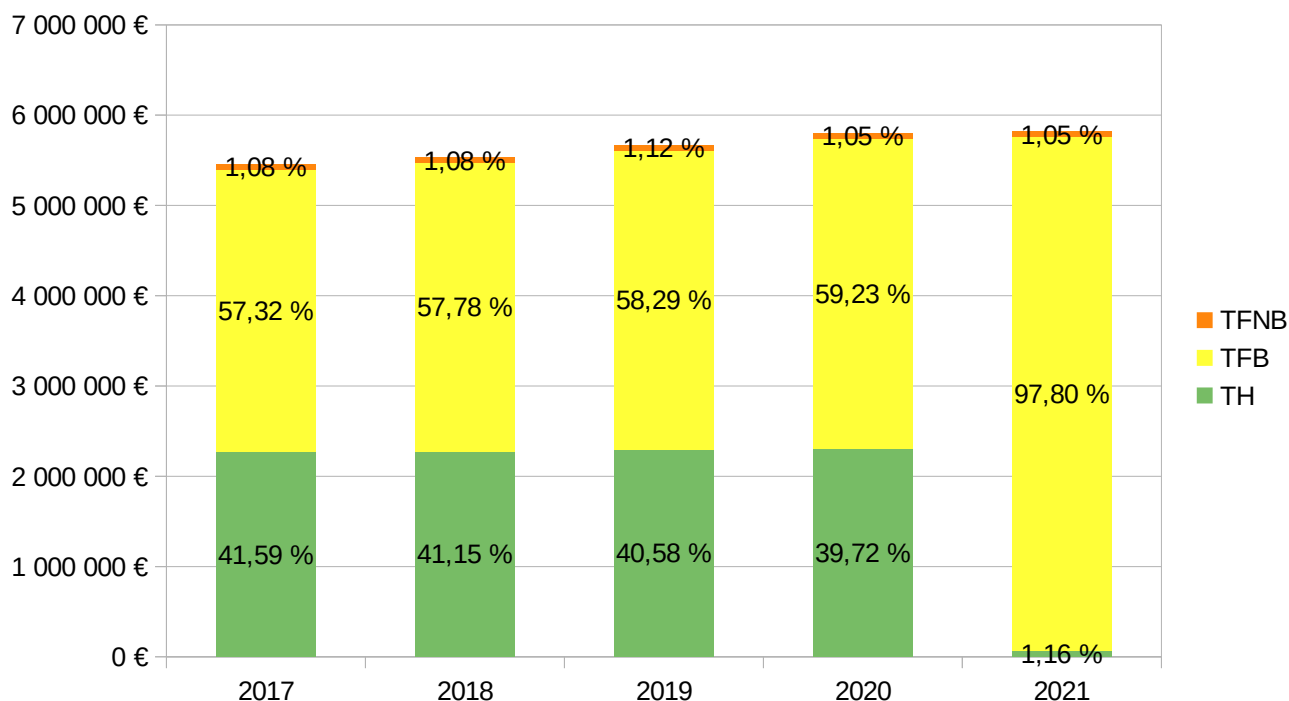
Nouvel engagement de stabilité de la fiscalité locale en 2022

Pour la 16^e année consécutive aucune majoration des taux de fiscalité directe locale n'est envisagée. Ainsi l'évolution du produit fiscal résultera de nouveau de la seule dynamique des bases décidée sur le plan national.

L'évolution des produits fiscaux et leurs poids respectifs

| | 2017 | Poids fiscal | 2018 | Poids fiscal | Evolution | 2019 | Poids fiscal | Evolution | 2020 | Poids fiscal | Evolution | 2021 | Poids fiscal | Evolution |
|------|-------------|--------------|-------------|--------------|-----------|-------------|--------------|-----------|--|--------------|-----------|-------------|--------------|-----------|
| TH | 2 268 421 € | 41,58 % | 2 274 232 € | 41,14 % | 0,26 % | 2 299 025 € | 40,58 % | 1,09 % | 2 304 643 € | 39,72 % | 0,24 % | 67 210 € | 1,16 % | |
| TFB | 3 126 478 € | 57,36 % | 3 193 592 € | 57,78 % | 2,15 % | 3 302 068 € | 58,29 % | 3,40 % | 3 437 077 € | 59,23 % | 4,09 % | 5 690 250 € | 97,79 % | 65,55%* |
| TFNB | 59 096 € | 1,06 % | 59 452 € | 1,08 % | 0,60 % | 63 670 € | 1,13 % | 7,09 % | 60 828 € | 1,05 % | 4,46 % | 61 085 € | 1,05 % | 0,42 % |
| | 5 453 995 € | 100,00 % | 5 527 276 € | 100,00 % | 1,34 % | 5 664 763 € | 100,00 % | 2,49 % | 2 304 643 €* 3 497 905 € 5 802 548 € | 100,00 % | 2,43 % | 5 818 545 € | 100,00 % | |

* Recettes compensées par l'État



Autres recettes fiscales

Evolution des Attributions de compensation depuis la création de la CA2C

AC 2022 : 8 802 217 € (prévisionnel)

| Compte | Libellé | Réalisations 2014 | Réalisations 2015 | Réalisations 2016 | Réalisations 2017 | Réalisations 2018 | Réalisations 2019 | Réalisations 2020 | Réalisations 2021 |
|--------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| R | RECETTE | 9 309 618,00 € | 9 083 157,75 € | 9 129 207,00 € | 9 087 942,00 € | 9 038 134,00 € | 8 980 315,00 € | 8 571 697,00 € | 8 729 322,00 € |
| 7321 | Attribution de compensation | 9 309 618,00 € | 9 083 157,75 € | 9 129 207,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 73211 | Attribution de compensation | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 9 087 942,00 € | 9 038 134,00 € | 8 980 315,00 € | 8 571 697,00 € | 8 729 322,00 € |

Les baisses relatives aux années 2019 et 2020 résultent pour l'essentiel de la compétence assainissement transférée à la communauté d'agglomération ainsi que des incidences du pacte financier et fiscal, de la révision libre des attributions de compensation (part investissement éclairage public, accord GEPU, ajustement FPIC) ainsi que des nouvelles modalités de répartition de la taxe d'aménagement sur le foncier économique. Le montant perçu en 2021 tenant compte de la révision libre, intègre 2 mois de reversement d'éclairage public nocturne préfinancés et l'annulation des reversements non pérennes d'IFER et de taxe d'aménagement.

Evolution FPIC, Droit de Mutation, TLPE 2017 à 2020

| Evolution FPIC, Droit de Mutation, TLPE 2017 à 2021 | | | | | | |
|---|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Organisme : CAUDRY | | Page 1 sur 1 | | | | |
| Budget : COMMUNE DE CAUDRY | | | | | | |
| Compte | Libellé | Realisations 2017 | Realisations 2018 | Realisations 2019 | Realisations 2020 | Realisations 2021 |
| | Exercice Période Arrêté le | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| Critères | | | | | | |
| : Recette | | | | | | |
| Nature officielle : '73223', '7368', '73681', '73682', '73683', '7381' | | | | | | |
| Tri : Fonctionnement/Investissement, Dépense/Recette, Nature officielle | | | | | | |
| F | FONCTIONNEMENT | | | | | |
| R | RECETTE | | | | | |
| 73223 | Fond de péréquation des ressources communales et intercommunales | 405 692,96 | 394 718,36 | 530 612,73 | 672 683,90 | 626 570,70 |
| 7368 | Taxe locale sur publicité extérieure | 103 094,00 | 101 061,00 | 158 880,00 | 159 925,00 | 193 207,00 |
| 7368 | Taxe locale sur publicité extérieure | 82 302,09 | 75 808,55 | 78 543,60 | 75 366,06 | 74 734,92 |
| 7381 | Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité fon | 220 296,87 | 217 848,81 | 293 189,13 | 437 392,84 | 358 628,78 |

* Taxe locale sur publicité extérieure (TLPE)

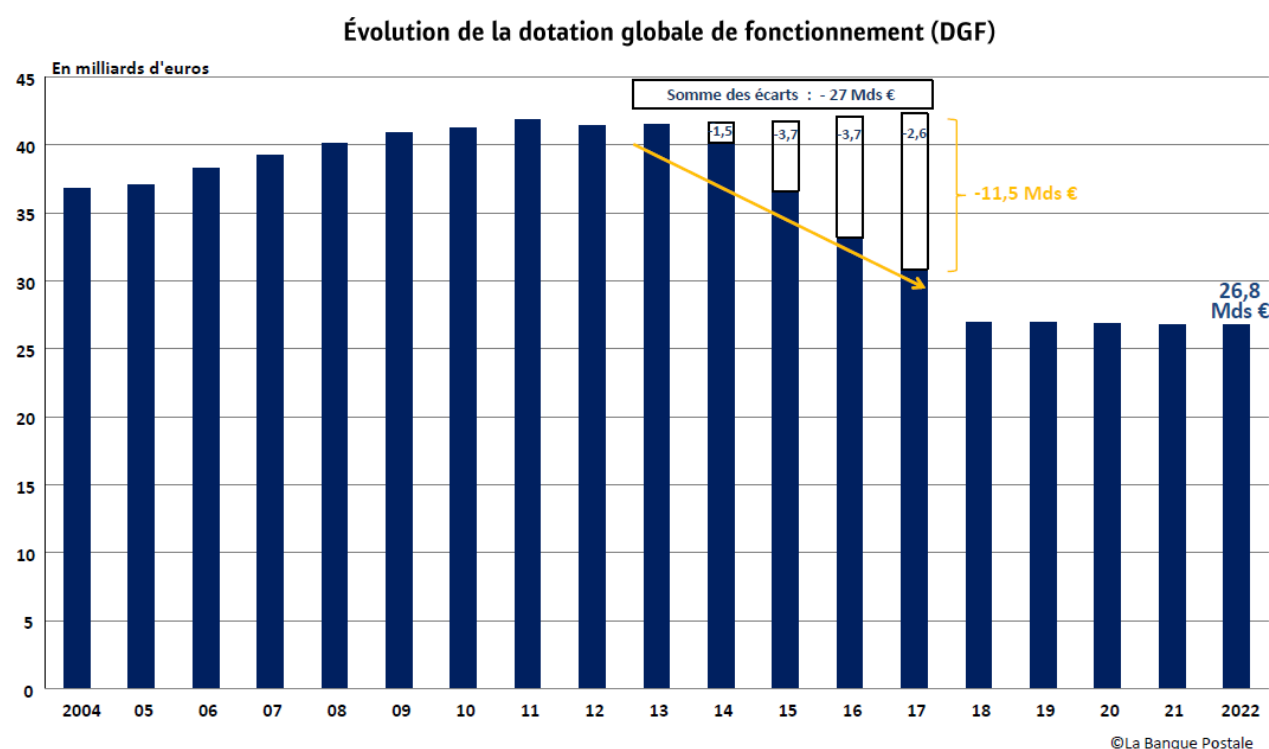
Jusqu'à présent, cette taxe faisait l'objet d'une déclaration annuelle portant sur les supports existants au 1^{er} janvier de l'année et d'éventuelles déclarations complémentaires réalisées dans les 2 mois suivants une installation ou une suppression.

L'article 100 de la LFI simplifie les déclarations.

A compter de 2022, elles ne porteront que sur l'installation, le remplacement ou la suppression de supports publicitaires. Elles doivent intervenir dans les 2 mois. Le recouvrement reste fixé pour cette taxe au 1^{er} septembre de l'année d'imposition et intègre les déclarations intervenues avant le 30 juin de la même année.

Dotations et participations

Données nationales – Bloc communal



Source DOB Banque Postale 2022

Niveau de prélèvement sur les recettes de l'État au profit des Collectivités Territoriales

| <i>À périmètre courant</i> | LFI 2022 (en milliers) | LFI 2021 (en milliers) | Evolution LFI 2022 / LFI |
|--|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| Dotation globale de fonctionnement (DGF) | 26 798 080 | 26 758 368 | 0,1% |
| Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI) | 5 738 | 6 694 | -14,3% |
| Dotation de compensation des pertes de bases de contribution économique territoriale et de redevance des mines des communes et de leurs groupements | 50 000 | 50 000 | 0,0% |
| Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) | 6 500 000 | 6 546 000 | -0,7% |
| Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale | 580 633 | 539 633 | 7,6% |
| Dotation élu local (DEL) | 101 006 | 101 006 | 0,0% |
| Collectivité territoriale de Corse | 57 471 | 62 897 | -8,6% |
| Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) | 440 432 | 465 890 | -5,5% |
| Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) | 326 317 | 326 317 | 0,0% |
| Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) | 661 186 | 661 186 | 0,0% |
| Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES) | 2 686 | 2 686 | 0,0% |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | 2 880 214 | 2 905 214 | -0,9% |
| Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale | 388 004 | 413 004 | -6,1% |
| Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (DUCSTP) | 0 | 0 | - |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants | 4 000 | 4 000 | 0,0% |
| Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte | 107 000 | 107 000 | 0,0% |
| Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires | 6 822 | 6 822 | 0,0% |
| Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP) | 284 278 | 284 278 | 0,0% |
| Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement de transport | 48 021 | 48 021 | 0,0% |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane | 27 000 | 27 000 | 0,0% |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage | 122 559 | 122 559 | 0,0% |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française | 90 552 | 90 552 | 0,0% |
| Soutien exceptionnel de l'Etat au profit du bloc communal confronté à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire | 100 000 | 510 000 | -80,4% |
| Compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels | 3 641 930 | 3 290 000 | 10,7% |
| Compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de CFE | 1 000 | 900 | 11,1% |
| Prélèvement exceptionnel de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) | 0 | 60 000 | -100,0% |
| Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers | 0 | 10 000 | -100,0% |
| TOTAL | 43 224 929 | 43 400 027 | -0,4% |

Source DOB Caisse d'épargne 2022

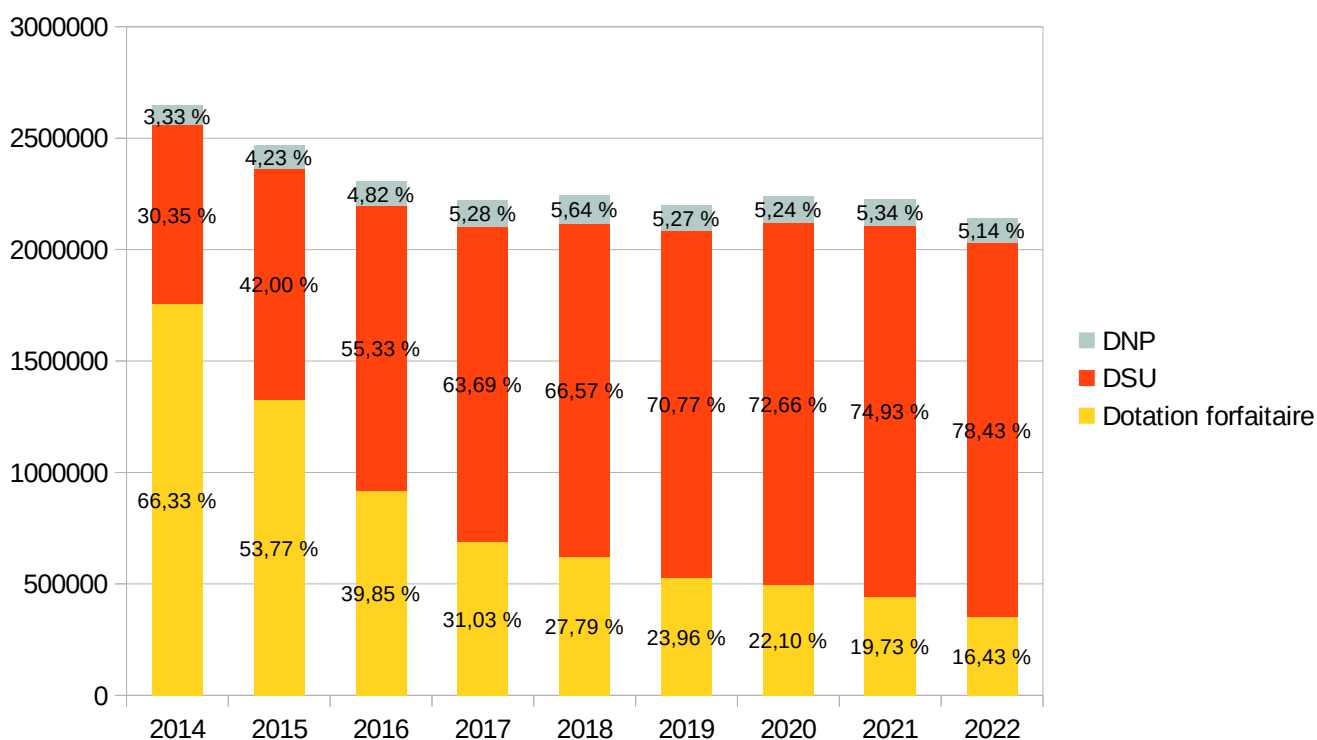
- La DSU : l'article 194 de la LFI 2022 consacre la poursuite de la montée en puissance de la péréquation verticale (DSU et DSR). Comme en 2021, la DSU augmente : de 95 millions d'euros. Cette augmentation est financée intégralement au sein de la DGF. Elle ne présume en rien une augmentation de notre dotation.

DGF Communale

Pour la commune, les tableaux comparatifs de DGF révèlent une légère diminution estimée, due à la DNP qui n'évolue plus sur le plan national et ne cesse de régresser pour la commune depuis 2015.

| | Compte administratif (en €) | | | | | | | | Estimation |
|-----------------------------|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| DGF | 2 645 640 | 2 466 627 | 2 307 128 | 2 221 825 | 2 244 665 | 2 201 111 | 2 239 389 | 2 227 083 | 2 142 000 |
| Dotation forfaitaire | 1 754 767 | 1 326 212 | 919 295 | 689 495 | 623 835 | 527 493 | 494 919 | 439 431 | 352 000 |
| DSU | 802 853 | 1 036 084 | 1 276 624 | 1 415 088 | 1 494 264 | 1 557 643 | 1 627 073 | 1 668 674 | 1 680 000 |
| DNP | 88 020 | 104 331 | 111 209 | 117 242 | 126 566 | 115 975 | 117 397 | 118 978 | 110 000 |

DGF 2014 – 2022



Les autres recettes de fonctionnement

Il s'agit :

- des produits des services : restauration et accueil péri-scolaire – centres de loisirs – concessions dans les cimetières et diverses régies (marchés – droits de voirie – locations immobilières...)
Certaines de ces recettes seront de nouveau impactées par les effets de la crise sanitaire (1^{er} trimestre 2022).
- des participations aux projets d'activités par la CAF, la Région, le Département.

II. 2. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Charges de personnel

Les charges de personnel, à hauteur de 9 100 000 € représentaient 51,73 % de la DRF (Dépenses Réelles de Fonctionnement) au BP 2021 (Pour mémoire 9 150 000 € en 2020).

Pour 2022, c'est de nouveau une hypothèse de stabilité qui est visée.

Le détail de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel figure au chapitre suivant.

Les autres dépenses de gestion

Charges à caractère général

| 011 | Charges à caractère général | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | 4 309 000 € | 4 253 665 € | 4 363 000 € | 4 437 400 € | 4 399 000 € |

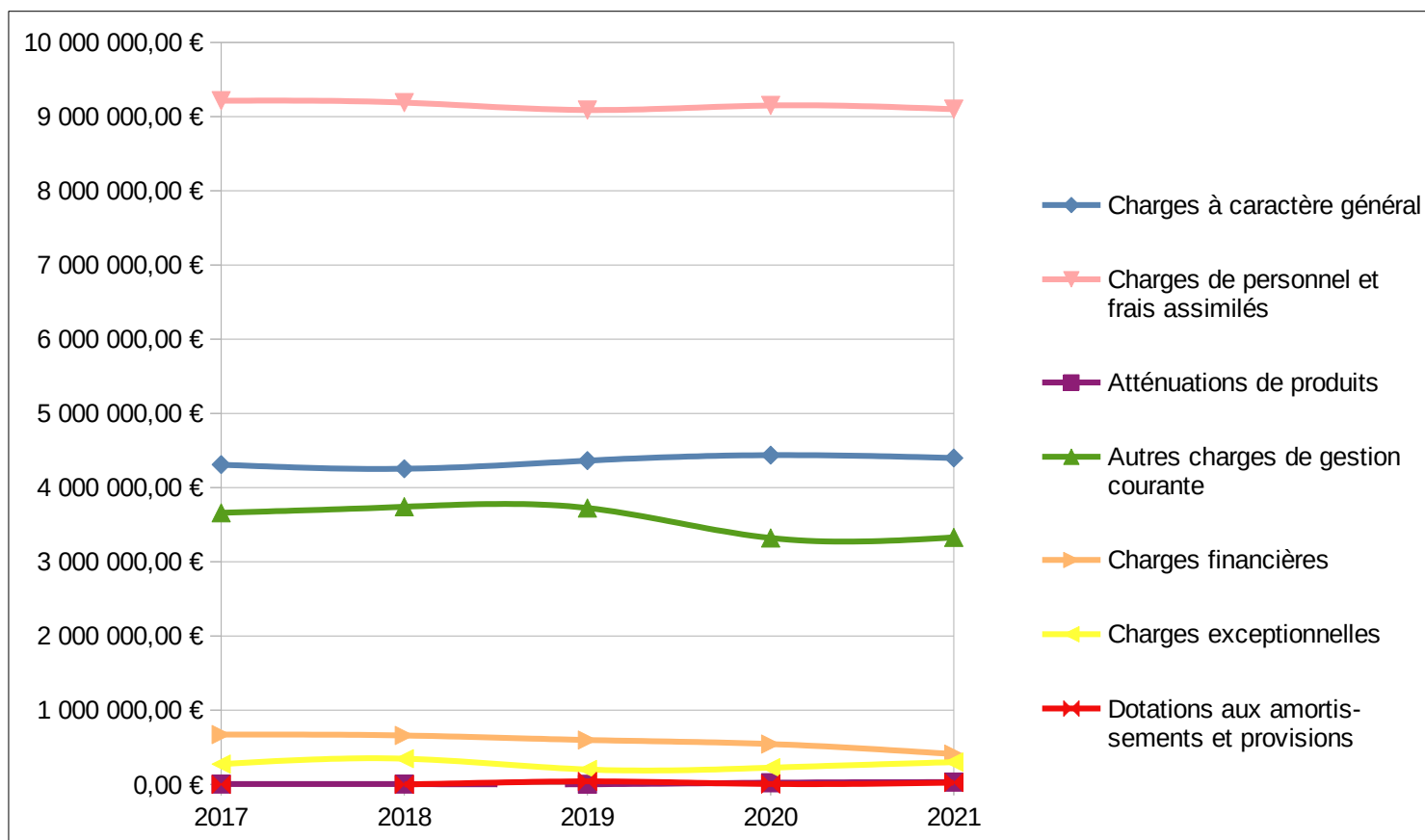
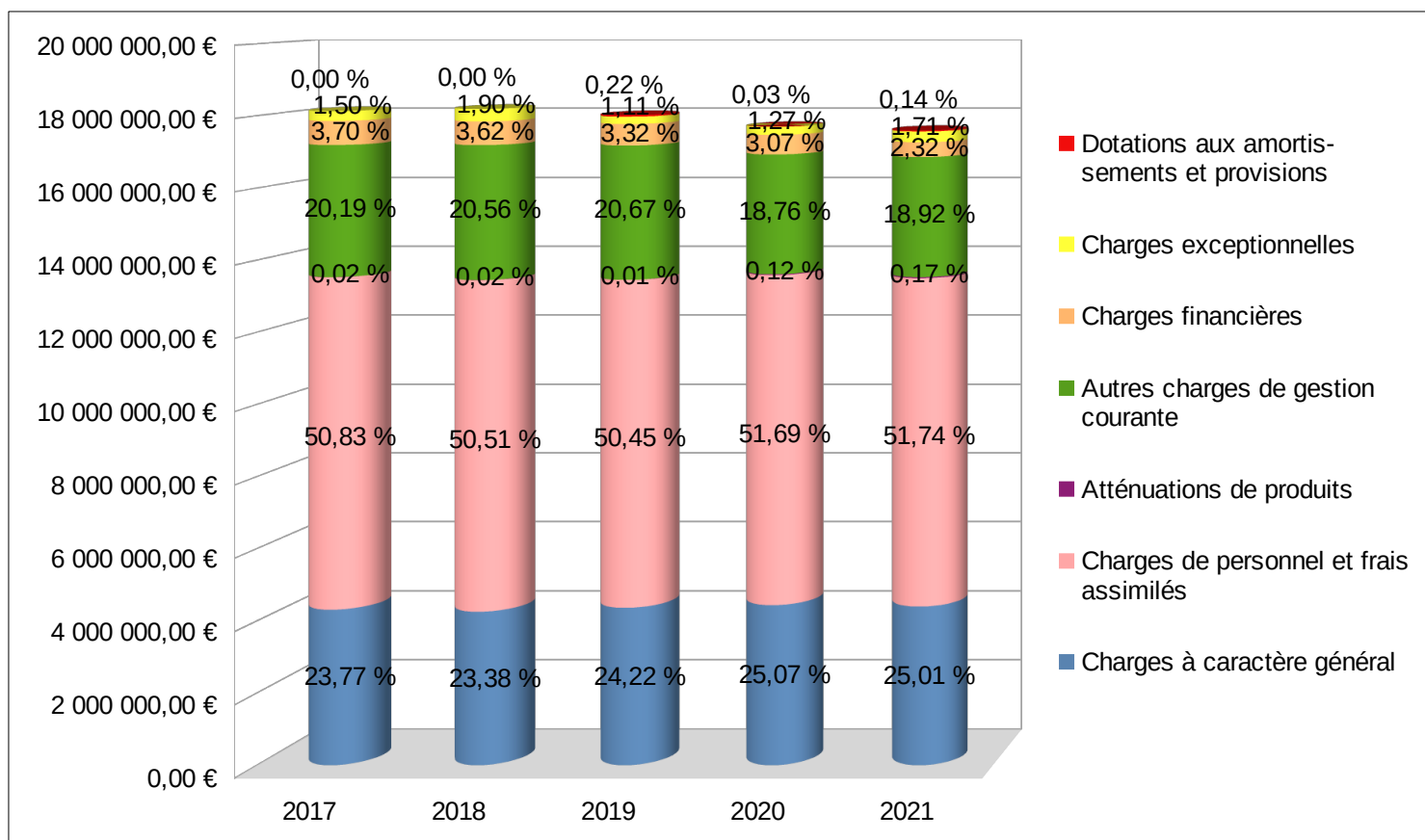
Hypothèse d'augmentation à + 1,2 % possible.

Autres charges de gestion courante

| 65 | Autres charges de gestion courante | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|----|------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | 3 660 165 € | 3 740 679 € | 3 724 066 € | 3 320 579 € | 3 328 699 € |

Ce chapitre contient les subventions aux associations, la subvention au CCAS ainsi que le versement des participations aux syndicats intercommunaux.

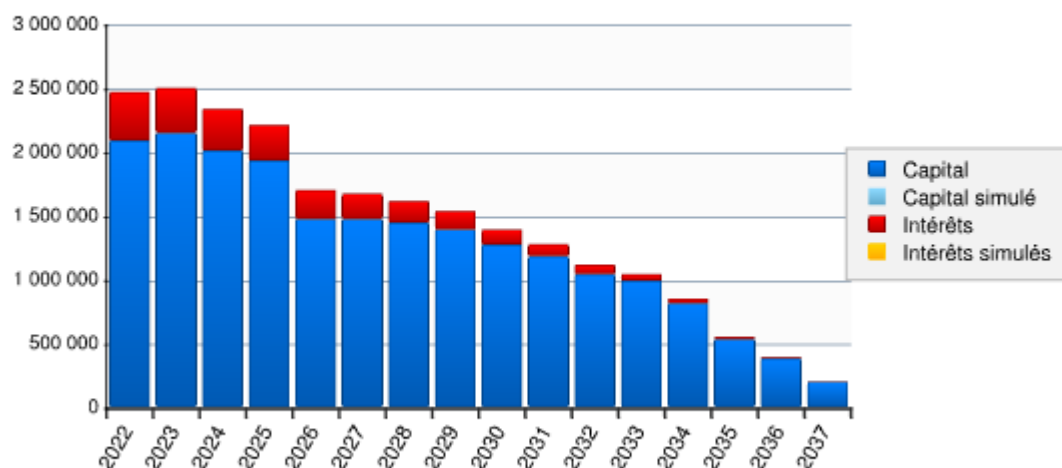
Evolution des dépenses de fonctionnement



DETTE COMMUNALE

Graphiques clés par exercice annuel du 01/01/22 au 31/12/37

Flux de remboursement



Évolution du capital restant dû

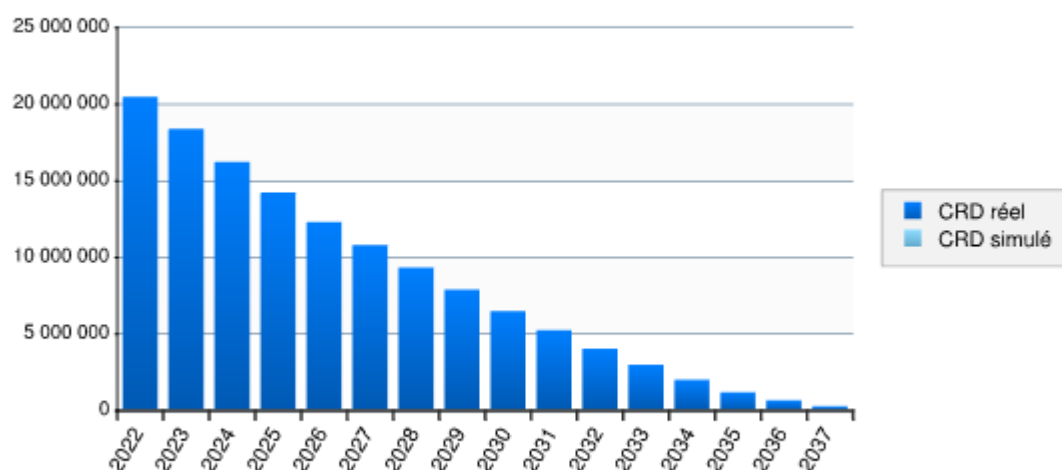
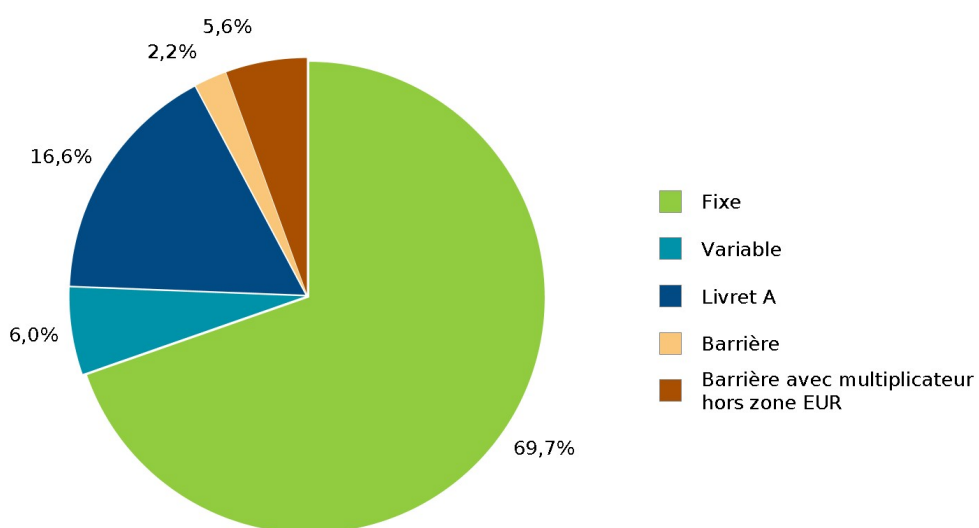


Tableau du profil d'extinction par exercice annuel du 01/01/N au 31/12/N

| Année de la date de début d'exercice | CRD début d'exercice | Capital amorti | Intérêts | Flux total | CRD fin d'exercice |
|--------------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------|
| 2022 | 20 397 803.17 € | 2 090 776.23 € | * 381 026.03 € | * 2 471 802.26 € | 18 307 026.94 € |
| 2023 | 18 307 026.94 € | 2 150 585.31 € | * 352 720.87 € | * 2 503 306.18 € | 16 156 441.63 € |
| 2024 | 16 156 441.63 € | 2 013 448.19 € | * 324 664.46 € | * 2 338 112.65 € | 14 142 993.44 € |
| 2025 | 14 142 993.44 € | 1 932 602.59 € | * 279 118.05 € | * 2 211 720.64 € | 12 210 390.85 € |
| 2026 | 12 210 390.85 € | 1 476 522.01 € | * 227 488.44 € | * 1 704 010.45 € | 10 733 868.84 € |
| 2027 | 10 733 868.84 € | 1 475 195.04 € | * 198 971.68 € | * 1 674 166.72 € | 9 258 673.80 € |
| 2028 | 9 258 673.80 € | 1 446 566.74 € | * 170 681.29 € | * 1 617 248.03 € | 7 812 107.06 € |
| 2029 | 7 812 107.06 € | 1 393 186.66 € | * 143 201.20 € | * 1 536 387.86 € | 6 418 920.40 € |
| 2030 | 6 418 920.40 € | 1 273 258.00 € | * 118 236.70 € | * 1 391 494.70 € | 5 145 662.40 € |
| 2031 | 5 145 662.40 € | 1 182 864.89 € | * 95 537.66 € | * 1 278 402.55 € | 3 962 797.51 € |
| 2032 | 3 962 797.51 € | 1 043 285.22 € | * 74 037.77 € | * 1 117 322.99 € | 2 919 512.29 € |
| 2033 | 2 919 512.29 € | 991 517.98 € | * 53 282.03 € | * 1 044 800.01 € | 1 927 994.31 € |
| 2034 | 1 927 994.31 € | 814 402.78 € | * 34 955.58 € | * 849 358.36 € | 1 113 591.53 € |
| 2035 | 1 113 591.53 € | 531 779.32 € | * 20 008.05 € | * 551 787.37 € | 581 812.21 € |
| 2036 | 581 812.21 € | 382 929.18 € | * 10 812.96 € | * 393 742.14 € | 198 883.03 € |
| 2037 | 198 883.03 € | 198 883.03 € | 3 146.66 € | 202 029.69 € | 0.00 € |
| | | 20 397 803.17 € | * 2 487 889.43 € | * 22 885 692.60 € | |

Dette par type de risque (avec dérivés)

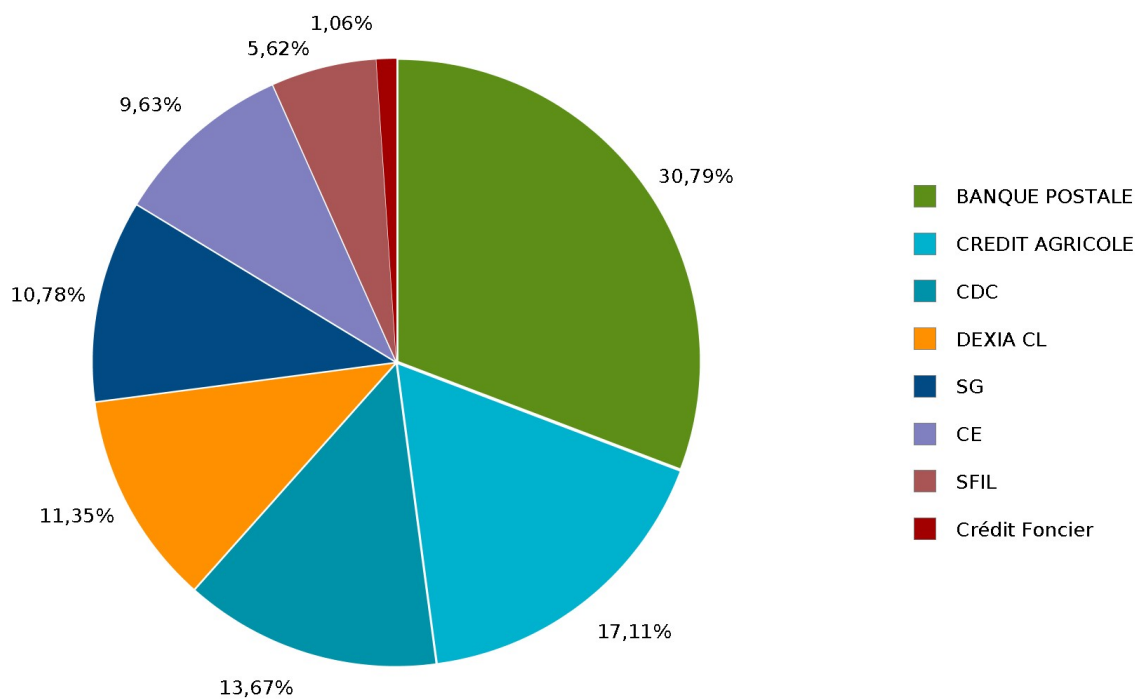
| Type | Capital Restant Dû | % d'exposition | Taux moyen (ExEx, Annuel) |
|--|------------------------|-----------------|---------------------------|
| Fixe | 14 208 139.42 € | 69,66 % | 1,95 % |
| Variable | 1 214 574.22 € | 5,95 % | 0,19 % |
| Livret A | 3 388 770.33 € | 16,61 % | 1,12 % |
| Barrière | 450 223.07 € | 2,21 % | 4,64 % |
| Barrière avec multiplicateur hors zone EUR | 1 136 096.13 € | 5,57 % | 4,82 % |
| Ensemble des risques | 20 397 803.17 € | 100,00 % | 1,93 % |



Source Finance Active

Dette par prêteur

| Prêteur | Capital Restant Dû | % du CRD | Disponible (Revolving) |
|---------------------------------------|------------------------|-----------------|------------------------|
| BANQUE POSTALE | 6 279 999.88 € | 30,79 % | |
| CREDIT AGRICOLE | 3 489 827.78 € | 17,11 % | |
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 2 788 770.33 € | 13,67 % | |
| DEXIA CL | 2 315 028.04 € | 11,35 % | |
| SOCIETE GENERALE | 2 198 440.09 € | 10,78 % | |
| CAISSE D'EPARGNE | 1 963 641.03 € | 9,63 % | |
| SFIL CAFFIL | 1 145 429.24 € | 5,62 % | |
| CREDIT FONCIER DE FRANCE | 216 666.78 € | 1,06 % | |
| Ensemble des prêteurs | 20 397 803.17 € | 100,00 % | - |

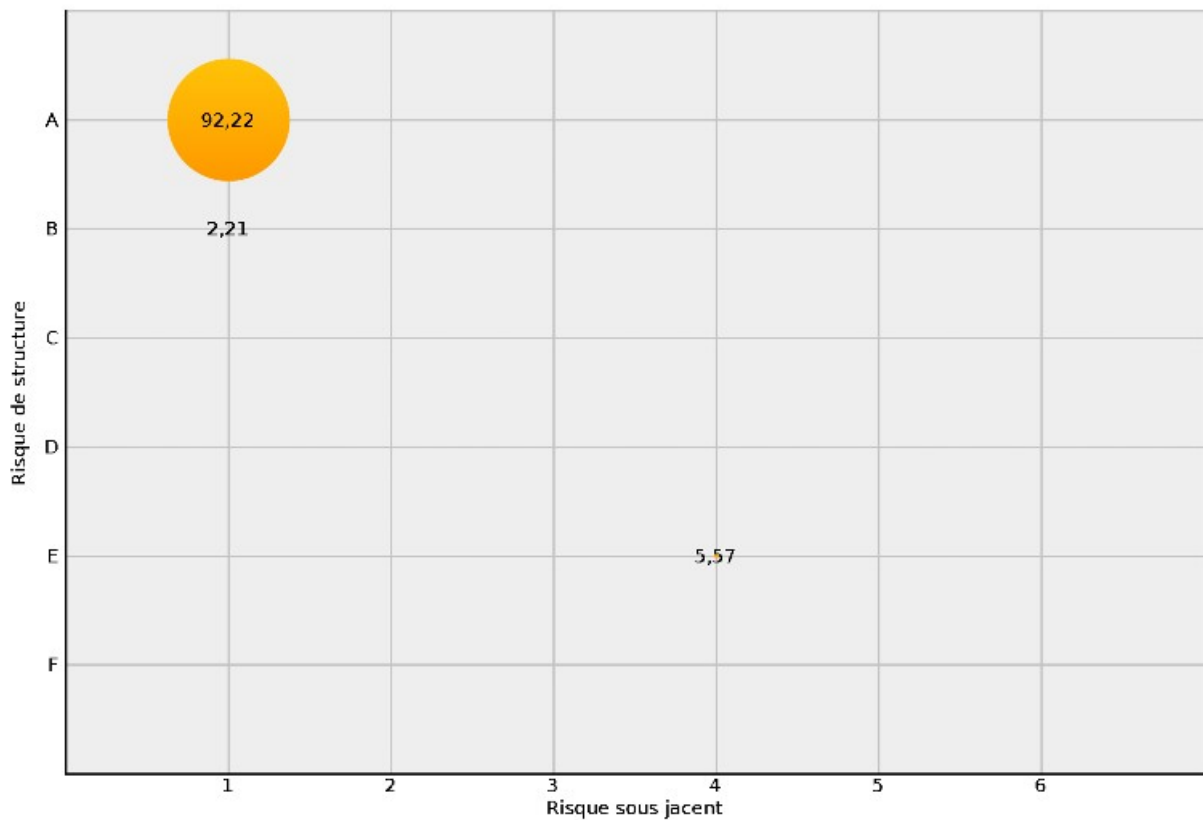


Source Finance Active

Dette selon la charte de bonne conduite

Risque faible

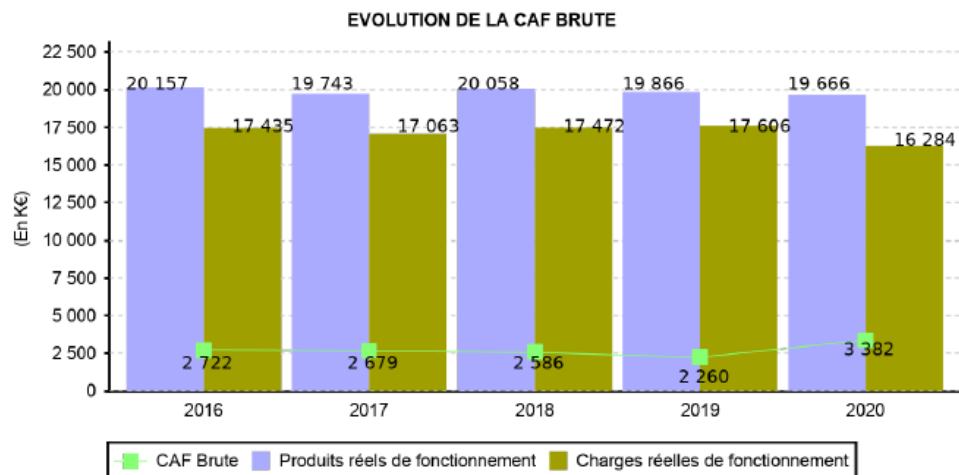
Taille de la bulle = % du CRD



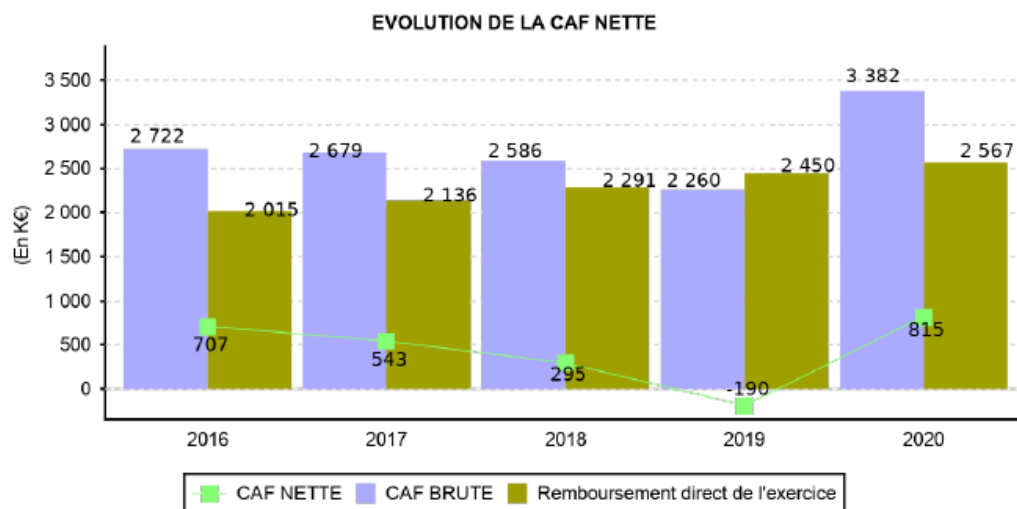
Risque élevé

Source Finance Active

CAF brute



CAF nette



Source DGFIP

II.3. INVESTISSEMENT

Dépenses

L'investissement communal sera constitué d'une enveloppe consacrée aux dépenses d'investissement récurrentes du chapitre 21 hors opérations : achat de matériel pour les services et les équipements communaux (écoles, autres bâtiments, voirie, études...) ainsi que les dépenses du chapitre 23 hors opération pour une enveloppe globale maximale estimée à 2 million d'euros. Les autres crédits d'investissement viendront alimenter les dépenses pour les grands projets décidés par la commune et repris au programme pluriannuel d'investissement.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|--------------|----------------|--------------|--------------|
| Réhabilitation écoles Jean Macé – Dolto | 120 865,00 € | 1 202 864,00 € | | |
| Restructuration complexe sportif Sandras en plaine de jeux | 108 820,00 € | 600 000,00 € | 400 000,00 € | 400 000,00 € |
| Mise en accessibilité des bâtiments communaux (2016-2024) | | 270 000,00 € | 270 000,00 € | |
| Participation dans la réalisation Écoquartier Guy Bricout | | 199 849,00 € | | |
| Contournement routier Ouest de Caudry | 266 666,67 € | 400 000,00 € | 133 333,33 € | |
| Mise en sécurité de la Basilique Sainte Maxellende (à jour après RAO) | | 600 000,00 € | 502 603,63 € | 932 650,00 € |
| Musée des Dentelles et Broderies | | 50 000,00 € | | |
| Remplacements chaufferies | 163 681,00 € | 251 000,00 € | | |
| Salle Jacques Secrétin | 51 003,00 € | 1 300 000,00 € | 630 340,00 € | |
| Aménagement de voirie - Extension zone commerciale | | 650 000,00 € | | |
| Système Vidéoprotection | | 282 294,00 € | | |

Recettes

Le financement des investissements sera assuré par :

- les ressources propres : virement de la section de fonctionnement, FCTVA ⁽¹⁾
- l'emprunt : A l'instar de 2020 et 2021, un emprunt de l'ordre 2 millions d'euros.
- les subventions : de l'État (DETR + DSIL sollicités), de la Région, du Département et des prescripteurs obligés. (CEE)
- la taxe d'aménagement. Cette taxe s'applique à toutes les opérations soumises à autorisations d'urbanisme (construction, extension) et les communes en perçoivent une partie. L'article 109 de la LFI oblige désormais à reverser à l'EPCI de rattachement (la CA2C) une partie de la TA au prorata des charges de financements des équipements assumée par chaque collectivité.

⁽¹⁾ A noter que l'automatisation du calcul de FCTVA reporté par l'État en 2019 et 2020 se mettra en place de façon progressive en 2021.

La ville ayant opté pour un versement en N+1 sera concernée par cette disposition à partir de 2022.

La mise en œuvre de la réforme se poursuit en 2022 donc et ce sans majoration de l'enveloppe de ce fonds (-0,7%).

III. RESSOURCES HUMAINES

RAPPORT D'INFORMATIONS SUR LE PERSONNEL COMMUNAL

Indiscutablement, les communes incarnent l'administration, le service public de proximité : écoles, restauration collective, démarches citoyennes, installations sportives, équipements culturels, voirie, espaces verts, propreté urbaine, vie culturelle, tranquillité publique sont autant de domaines dans lesquels notre ville entend intervenir pour offrir un cadre de vie de qualité à notre population.

Pour assurer toutes ces prestations et ces missions, notre commune s'appuie sur ses ressources humaines et veille à l'adéquation des compétences et qualifications de ses personnels.

Afin de bien apprécier l'impact des services municipaux dans la vie de la cité, vous trouverez ci-dessous une présentation de l'administration communale au niveau de sa structure, de la masse salariale, des rémunérations.

→ La diversité des Ressources Humaines

Le large spectre des domaines d'intervention, l'existence de nombreux équipements, l'importance du patrimoine bâti et naturel, le rôle de ville-centre du bassin de vie du Grand Caudrésis sont pour beaucoup dans la diversification et le dimensionnement des services municipaux. En effet, la grande majorité des filières de la Fonction Publique Territoriale sont représentées au sein du personnel municipal.

Notre personnel titulaire relève actuellement des filières :

| Filière | Nombre d'agents |
|---|-----------------|
| Administrative | 31 |
| Technique | 108 |
| Culturelle (musée, bibliothèque, école de musique) | 22 |
| Sanitaire et sociale (ATSEM) | 11 |
| Animation | 1 |
| Sportive | 1 |
| Police municipale | 5 |

Pour rappel, deux Éducatrices des Activités Physiques et Sportives avaient été placés en surnombre et mises à disposition du Centre de Gestion pour une période de 5 ans maximum à compter du 1^{er} octobre 2018. L'une d'elles a pris sa retraite en 2020, l'autre agente est à ce jour, toujours mise à disposition du Centre de Gestion.

S'agissant de l'évolution des effectifs, une baisse est à constater entre 2020 et 2021. Celle-ci s'explique notamment par une politique de recrutement importante qui a eu cours en 2019 et 2020 dans le cadre d'anticipations de départs en retraite d'une part et de diminution des contrats aidés d'autre part.

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|------------------|------|------|------|------|------|------|
| Effectifs | 174 | 186 | 184 | 191 | 188 | 179 |

Au 31 décembre 2021, le recours aux agents contractuels constaté est au nombre de 21. La majorité des recrutements contractuels de 2021 correspond à des remplacements ponctuels d'agents statutaires en arrêt de maladie. Des contrats de projets correspondant à des missions spécifiques et ponctuelles complètent ce type de recrutements.

Les nouveaux CUI en PEC (Parcours Emploi Compétences), sont au nombre de dix pour la Collectivité ; en 2021 ces contrats ont été accordés dans des conditions plus larges. La collectivité y a eu recours comme il avait été prévu lors de R.O.B de 2021.

Vous trouverez, ci-dessous, un tableau retraçant l'évolution des effectifs de différentes catégories de personnel. Les 2 tableaux suivants détaillent l'évolution des effectifs en contrats aidés.

| EVOLUTION DES PERSONNELS HORS CONTRATS AIDES 2016 - 2021 | | | | | | |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| EFFECTIFS TITULAIRES | 174 | 186 | 184 | 191 | 188 | 179 |
| CATEGORIE A | 10 | 11 | 11 | 8 | 9 | 8 |
| CATEGORIE B | 19 | 18 | 18 | 18 | 16 | 20 |
| CATEGORIE C | 145 | 157 | 155 | 165 | 163 | 151 |
| RECRUTEMENTS TITULAIRES | 5 | 11 | 9 | 24 | 3 | 5 |
| CATEGORIE A | - | 1 | - | 1 | - | - |
| CATEGORIE B | - | - | 1 | 1 | - | - |
| CATEGORIE C | 5 | 10 | 8 | 22 | 3 | 6 |
| DÉPARTS EN RETRAITE + DÉMISSIONS + DECES | 4 | 4 | 6 | 12 | 6 | 14 |
| EFFECTIFS CONTRACTUELS | 11 | 15 | 29 | 7 | 17 | 21 |
| EFFECTIFS APPRENTIS | 3 | 2 | 2 | 5 | 7 | 6 |

| CONTRATS AIDES | | | | | | |
|-------------------|------|------|------|------|------|------|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| EFFECTIFS CUI-PEC | 55 | 54 | 9 | 4 | 2 | 10 |

| ÉVOLUTION DES PERSONNELS CUI et PEC 2016 - 2021 | | | | | | |
|---|------|------|------|------|------|------|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| SALLES DE SPORTS | 5 | 2 | - | - | - | - |
| CHAUFFAGE SANITAIRE | 1 | 1 | - | - | - | - |
| FETES | 2 | 1 | - | - | - | - |
| BIBLIOTHEQUE | 1 | 1 | - | - | - | - |
| MACONNERIE | 2 | 1 | - | - | - | 1 |
| ENTRETIEN | 22 | 13 | 2 | - | - | 2 |
| CANTINE | - | 9 | 2 | - | - | 1 |
| POMPES FUNEBRES | 1 | 1 | 1 | - | - | 1 |
| ADMINISTRATIF MAIRIE | - | - | - | 1 | - | 1 |
| CABINET | 1 | 1 | - | - | - | - |
| JEV | 8 | 13 | - | - | - | 1 |
| MUSEE | 1 | 1 | - | - | - | 1 |
| VOIRIE | 7 | 9 | 1 | - | - | 1 |
| ATELIERS CULTURELS | - | - | - | 1 | 1 | 1 |
| GARAGE | - | - | - | - | - | - |
| SERVICES TECHNIQUES | - | - | 1 | - | - | - |
| MENUISERIE | 1 | - | - | - | - | - |
| POLE CULTUREL | 1 | 1 | 1 | - | - | - |
| COHESION SOCIALE | - | - | - | 1 | 1 | - |
| FOYER SCHWEITZER | 1 | 1 | - | - | - | - |
| PEINTURE | 1 | - | - | - | - | - |
| POLICE MUNICIPALE | - | - | 1 | 1 | - | - |

| EFFECTIFS Adultes relais et autres contrats aidés | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|------|------|------|------|------|------|
| | 4 | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 |
| CHAUFFAGE SANITAIRE | 1 | - | - | - | - | - |
| FETES | 2 | 1 | - | - | - | - |
| ENTRETIEN - CANTINE | 2 | - | - | - | - | - |
| POMPES FUNEBRES | 1 | 1 | - | - | - | - |
| JEV | 6 | 4 | 1 | - | - | - |
| GENIE CIVIL | 2 | 2 | - | - | - | - |
| ATELIERS CULTURELS | 1 | 1 | - | - | - | - |
| POLE CULTUREL | 1 | 1 | - | - | - | - |
| ELECTRICITE | 1 | 1 | 1 | - | - | - |
| MACONNERIE | 1 | 1 | 1 | - | - | - |
| ADMINISTRATIF | - | - | - | 1 | 2 | 2 |

Le personnel est à l'image de ce qui est constaté au niveau national dans la fonction publique territoriale, composé massivement d'agents d'exécution de catégorie C – 151 sur un effectif de 179 en 2021, soit 84,36 %.

D'un point de vue général, l'évolution des effectifs à l'horizon 2022, devrait s'appuyer sur :

* la prise en compte des besoins précis à satisfaire, du fonctionnement qui tend à se dématérialiser presque totalement dans l'administration, du volume d'activités des services, de l'évolution des fiches de poste pour déterminer les besoins en personnel,

* les actions de formation pour renforcer les qualifications professionnelles, pour répondre aux exigences de service public et permettre de faire évoluer un grand nombre d'agents vers la plurivalence notamment au niveau exécution.

➔ S'agissant de l'évolution de la masse salariale, vous trouverez également, ci-dessous, un tableau indiquant les montants de la masse salariale sur la période 2011-2021.

| | Crédits ouverts (BP + BS) (Euros) | Réalisé (CA) (Euros) | Evolution |
|------|---|----------------------------|-----------|
| 2011 | 8 812 600,00 | 8 750 881,58 | 1,30% |
| 2012 | 8 938 800,00 | 8 819 705,78 | 0,79% |
| 2013 | 9 003 640,00 | 8 997 640,26 | 2,02% |
| 2014 | 9 585 400,00 | 9 546 236,23 | 6,10% |
| 2015 | 9 368 793,74 | 9 271 114,97 | - 2,88% |
| 2016 | 9 098 700,00 | 8 833 450,17 | - 4,72% |
| 2017 | 9 214 582,00 | 9 120 541,19 | 3,25% |
| 2018 | 9 189 005,00 | 8 888 859,79 | - 2,54% |
| 2019 | 9 089 000,00 | 8 832 791,28 | - 0,63 % |
| 2020 | 8 812 000,00 | 8 570 033,93 | - 2,97 % |
| 2021 | 9 100 000,00 | 8 573 007,59* | + 0,35 % |

* provisoire estimé

Il est communément constaté, au niveau national, une progression des frais de personnel de l'ordre de 3 à 5 % par an. Grâce à une gestion rigoureuse de sa politique RH, pour la modernisation du service public, la commune parvient à maintenir la stabilité budgétaire de sa masse salariale avec une majoration constatée de +0,35 % entre 2020 et 2021, sans négliger pour autant la qualité des services à la population.

En 2022, le protocole sur la durée du temps de travail contribuera à confirmer cette tendance à la stabilité.

➔ **S'agissant des rémunérations** (traitements, régime indemnitaire, avantage collectif prime de novembre, astreintes et heures supplémentaires), vous trouverez ci-dessous un tableau retraçant leur évolution de 2016 à 2021.

| REMUNERATION (€) | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| TITULAIRES (TRAITEMENT) | 4 301 097,20 | 4 157 780,75 | 4 163 406,15 | 4 365 381,04 | 4 038 059,29 | 3 854 111,69 |
| NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL | 81 667,63 | 76 734,24 | 80 415,87 | 80 369,46 | 74 253,86 | 70 702,11 |
| NON TITULAIRES | 320 876,89 | 325 429,33 | 516 261,03 | 433 703,09 | 335 780,09 | 318 273,25 |
| CONTRAT AVENIR | 207 866,11 | 48 444,86 | 23 310,68 | 20 324,95 | 4 576,04 | 68 491,84 |
| AUTRES EMPLOIS D'INSERTION | 537 006,53 | 695 496,11 | 272 414,07 | 58 061,87 | 26 472,65 | 37 885,80 |
| ASTREINTES | 64 518,22 | 58 903,04 | 62 965,84 | 71 395,36 | 69 924,80 | 71 083,46 |
| HEURES SUPP. | 211 801,29 | 250 586,64 | 230 347,45 | 242 452,71 | 161 596,01 | 185 368,19 |
| REGIME INDEMNITAIRE | 774 891,63 | 822 566,07 | 857 033,30 | 835 801,17 | 828 135,44 | 819 192,44 |
| PRIME NOVEMBRE | 297 752,01 | 288 670,28 | 295 080,04 | 314 116,14 | 315 204,43 | 300 029,74 |

Observations :

* le point d'indice de la Fonction publique n'a connu aucune hausse depuis le 1^{er} février 2017. En 2022, l'accent est porté sur les agents de catégorie C qui pour la plupart bénéficient d'une bonification de carrière à effet du 1^{er} janvier 2022.

* le traitement des titulaires est en sensible diminution notamment liée au remplacement d'agents en fin de carrière par des agents plus jeunes dans la fonction. Il est à noter qu'au 1^{er} octobre 2021, certains échelons des grilles indiciaires de catégorie C se sont vu revalorisés. A l'échelle de la collectivité cela représente 197 points d'indice soit environ 923€/mois.

* le régime indemnitaire a connu une baisse en 2021, ceci peut s'expliquer par le nombre de départs en retraite. Même si ceux-ci ont été plus que compensés par les recrutements, le régime indemnitaire des entrants reste moindre.

* bien qu'une augmentation des montants des heures supplémentaires soit à constater entre 2020 et 2021, avec un retour à un fonctionnement plus classique comparativement à 2020 en raison du pic de la crise sanitaire, les heures supplémentaires restent contenues. En 2021, la crise sanitaire a toutefois engendré l'annulation de plusieurs évènements communaux.

* si, à la date du 31 décembre 2021, le nombre de contractuels est important, en raison des différents remplacements à effectuer, le coût des contractuels a néanmoins diminué. Le recours aux contractuels se fait essentiellement pour du remplacement d'agents et ce, sur de courtes périodes.

* Bien que très inférieur aux niveaux de 2016-2017 en matière de contrats aidés une hausse importante est à noter due notamment à une réouverture des politiques en la matière. La collectivité a fait le choix de recourir aux contrats PEC suivant les besoins des services.

* une diminution en volume global de la « prime de novembre » (SMIC Brut à 169 h), versée aux agents titulaires est à constater.

Organisation du temps de travail

Depuis le 1^{er} janvier 2022, l'organisation du temps de travail des agents de la collectivité territoriale est régie par le protocole de temps de travail entré en application à cette même date pour se conformer à la loi du 6 Août 2019 de transformation de la fonction publique.

A ce titre, les agents de la collectivité sur emplois permanents sont désormais assujettis à un système de jours de réduction de temps de travail avec une quotité hebdomadaire de 37H30 contre 35H00 jusqu'alors. Transposée à l'échelle des effectifs, cette réforme va engendrer la reconstitution d'un volume global annuel de plus de 18 000 heures disponibles, correspondant à 11 ETP cumulés sur l'ensemble des services.

Charges patronales

* L'article 122 de la LFI a instauré une majoration de cotisations au CNFPT plafonnée à 0,1 % à compter du 01/01/2022. Cette majoration fixée pour 2022 à 0,05 % est affectée au financement des frais de formation des apprentis. Ainsi la cotisation CNFPT passe de 0,90 % à 0,95 % pour l'ensemble des personnels à l'exception des contrats PEC dont le taux reste fixé à 0,50 %.

La cotisation au CDG 59 augmente et passe de 0,90 % en 2021 à 1 % en 2022.

La part patronale de cotisation à la CNRACL reste stable à 30,65 %.

Répartition femmes – hommes

En 2021, l'effectif était composé de 44,7% de femmes et 55,3 % d'hommes. Le partage de la masse salariale en terme de parité semble homogène puisque 45,5 % de la masse salariale ont été versés aux agentes et 54,5 % aux agents.

| | Hommes | Femmes | Ensemble |
|--------------|--------|--------|----------|
| A | 3 | 5 | 8 |
| B | 15 | 5 | 20 |
| C | 81 | 70 | 151 |
| Total | 99 | 80 | 179 |

* les données d'effectifs tiennent compte des agents dont le traitement est supporté par les budgets Pompes Funèbres et Cinéma